

Publié le 18 mars 2022

## Vladimir Poutine : un marxiste convaincu, un héritier de Joseph Staline – 3<sup>e</sup> partie

*La guerre en Ukraine, qui a déjà fait des centaines de morts, 400 000 réfugiés et plusieurs millions de déplacés, résulte de décennies de tensions entre le pouvoir ukrainien, la Russie et les minorités séparatistes pro-russes du pays. Dans ce troisième article, Aline Lizotte nous retrace leur succession, tout en faisant ressortir la part prise par la personnalité de Vladimir Poutine dans le déroulement actuel de la crise.*

Le 26 avril 1986, le quatrième réacteur de la centrale nucléaire V.I Lénine de Tchernobyl (Ukraine) explose. L'accident est provoqué par l'augmentation incontrôlée de la puissance du réacteur. L'explosion libère d'importantes quantités d'éléments radioactifs dans l'atmosphère, provoquant une très large contamination de l'environnement. Les conséquences sanitaires, écologiques, économiques et politiques sont énormes. Plus de 200 000 personnes sont définitivement évacuées. L'accident aurait provoqué entre 60 et 4 000 décès. Ce grave événement a accentué le ressentiment et l'hostilité d'un grand nombre d'Ukrainiens à l'égard du système soviétique, considéré comme responsable de l'accident.

### L'ascension d'un jeune officier du KGB

Vladimir Poutine naît le 7 octobre 1952, d'une famille d'origine modeste, à Leningrad<sup>1</sup> (Saint-Pétersbourg). Au moment de l'incident de Tchernobyl, le jeune Vladimir a à peine 34 ans. La période de l'enfance a été difficile et l'adolescence également. La famille loge dans une pièce de 20 m<sup>2</sup> au sein d'un appartement communautaire. Il est baptisé à l'âge de 5 ans, et on l'inscrit à l'école. Ses professeurs ne tardent à se plaindre de cet enfant difficile, qui passe le plus clair de son temps à jouer les caïds<sup>2</sup> et qui s'amuse à terroriser tout le quartier. Sa personnalité change lorsqu'un entraîneur le prend en charge et lui apprend le judo. À 13 ans, le sport devint sa passion primordiale. En 1975, diplômé de l'université, il est choisi par le KGB parce qu'il est le meilleur étudiant, et il intègre le service d'espionnage de la ville.

En 1960, Iouri Andropov devient le chef du KGB et parvient à faire de cette institution redoutable un organisme sinon libéral, du moins plus «humain». En 1968, l'URSS fait face à la première dissension de ses satellites, dissension qui prend le nom de «Printemps de Prague<sup>3</sup>». En 1978, on envoie le jeune Poutine à Moscou pour un apprentissage particulier, destiné à préparer les officiers

---

1 - Autrefois, la capitale de la Russie, fondée en 1703 par Pierre le Grand, qui lui donna le nom de l'apôtre Pierre. Appelée Petrograd de 1914 à 1924, puis Leningrad de 1924 à 1991, elle retrouva son nom à la dislocation de l'URSS, en 1991 à la suite d'un référendum.

2 - Vladimir FEDEROVSKY, *Poutine, l'itinéraire secret*, Éditions du Rocher, 2014.

3 - Le Printemps de Prague est une période de l'histoire de la République socialiste tchécoslovaque durant laquelle le Parti communiste tchécoslovaque introduisit le «socialisme à visage humain» et prôna une relative libéralisation. Il débuta le 5 janvier 1968, avec l'arrivée au pouvoir du réformateur Alexander Dubček et s'acheva le 21 août 1968 avec l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie.

de la «réserve spéciale». «On leur apprend les techniques les plus sophistiquées : d'interrogatoire et de pression psychologique ; le maniement des armes (armes blanches, armes à feu), la science des explosifs, l'usage des poisons ou des substances chimiques, bactériologiques et gazeuses, constituent l'enseignement de base. Mais on y apprend aussi à pratiquer la dissimulation et le double, voire le triple langage, à orchestrer des mises en scène, à simuler des suicides, etc., tout en faisant preuve d'une parfaite maîtrise de soi<sup>4</sup>».

En 1985, Mikhaïl Gorbatchev accède au sommet du pouvoir, et cela soulève l'enthousiasme du jeune homme. Comme le nouveau chef du Kremlin s'intéresse à l'espionnage des secrets scientifiques, Vladimir s'y sent tout à son aise. Âgé de trente-trois ans seulement, mais ayant quand-même une bonne expérience des services secrets et des tractations qui accompagnent tous les changements de pouvoir dans un pays où il n'y a aucun vote électoral du peuple, Vladimir voit bien quelle voie lui est tracée mais sans trop pouvoir discerner comment il la prendra. Suivons-le, brièvement, dans son itinéraire politique.

L'année où Gorbatchev est nommé secrétaire général du PCUS<sup>5</sup>, il est envoyé à Dresde, en RDA (République démocratique allemande), au cœur du dispositif d'espionnage. Il s'agit de collecter de l'information sur les hommes politiques, sur les plans de l'adversaire potentiel. Poste encore sans gloire, mais, au moment où le chef du Kremlin va secouer l'URSS, il faut savoir de près quelles seront les «intentions» des Occidentaux avec lesquels on fera alliance et dans quel sens on pourra les manipuler. Il est également important, à l'intérieur, de savoir qui fait quoi, quelle ligne doit suivre le ministère des Affaires étrangères et comment réagiraient les hommes de l'autre République<sup>6</sup> (RFA).

---

En 1985, Vladimir Poutine voit bien quelle voie lui est tracée mais sans trop pouvoir discerner comment il la prendra.

---

Gorbatchev avait des idées originales, dont la principale était de sortir l'URSS de l'étouffement dans lequel la maintenaient les politiques du Parti, seule véritable autorité. Mais il avait aussi ses peurs et ses hésitations. Fallait-il «réformer» le Parti ou l'effacer ? La *perestroïka* et la *glasnot* voulaient un *changement*, non un effacement. Les événements parlèrent contre lui. Viktor Tchebrikov, président du KGB depuis 1982, tomba malade et fut contraint de quitter ses fonctions. Gorbatchev nomma pour lui succéder Vladimir Krioutchkov, qui fut l'instigateur du putsch d'août 1991 visant la destitution de Gorbatchev et l'arrêt de ses réformes. La tentative de coup d'État fut un échec. Gorbatchev, à qui le pays devait l'ouverture aux États occidentaux laissa abattre le mur de Berlin, revint au pouvoir, mais s'aperçut qu'il ne gouvernait plus rien. Les structures centrales du système stalinien avaient implosé. Il décida de démissionner.

Un autre homme sortit de l'ombre : Boris Eltsine, chef de l'«opposition démocratique», appela à déclarer la guerre à la direction soviétique. Du coup, il fallait quasi changer le pays. Ce peuple qui était passé d'un empire qui gouvernait la paysannerie et qui était conduit par la hiérarchie des élites d'une monarchie héréditaire, auquel on avait imposé le gouvernement des idéologues bolcheviks

---

4 - Vladimir FEDEROVSKY, *op. cit.*, édition du Kindle, emplacement 365.

5 - Parti communiste du l'Union Soviétique.

6 - Vladimir FEDEROVSKY, *Le roman vrai de Gorbatchev*, Flammarion, 2021.

marxistes, puis la paranoïa tyrannique de Staline, devait «élire» un gouvernement pour un nouveau pays qui s'appellerait la Fédération de la Russie, et dont Eltsine deviendra le président alors que Gorbatchev, qui n'a pas encore démissionné, essaie de rallier les votes à l'Union des républiques souveraines soviétiques. Essayant de maintenir le squelette d'un État mort, il se rend compte qu'il n'y a plus rien à vendre.

La démission de Gorbatchev et la victoire de Boris Eltsine, qui abat d'un coup de proclamation le Parti communiste, créent une situation ubuesque dans le pays. Économiquement, la société, qui était déjà mal en point, dut faire face à une inflation. Le rouble se dévalua dangereusement, les prix s'affolèrent jusqu'à une augmentation de 200 % en un an. La politique d'Eltsine et ses privatisations, c'est-à-dire la remise des sociétés d'État aux mains de particuliers, engendra ces groupes d'oligarques qui s'enrichirent en un court temps et d'une façon colossale en achetant ces sociétés à des prix ridiculement faibles pour les revendre à prix fort.

Les quinze républiques satellites qui étaient sous le joug du PCUS se déclarèrent indépendantes. Elles voulurent former une nouvelle union, la CEI. Ceux qui votèrent le firent pour une réforme éliminant jusqu'à l'ombre du pouvoir. Du moins le crurent-ils. La Géorgie fut la première à proclamer son indépendance, suivie par tous les satellites de l'URSS, y compris l'Ukraine. L'URSS avait cessé d'exister. Poutine, qui était devenu le chef de cabinet du maire démocrate Sobtchak, «observait avec un scepticisme grandissant Gorbatchev, qui perdait le contrôle de la situation<sup>7</sup>». Le 23 août, Eltsine et Gorbatchev se rencontrèrent pour régler la passation des pouvoirs.

## **Un nouveau Pierre le Grand**

En 1996, Sobtchak perd la mairie de Pétersbourg et Poutine son travail. Il fait alors jouer son réseau à Moscou. Un ami le met en contact avec Pavel Borodine, membre influent du gouvernement et directeur du Département des affaires générales de l'administration présidentielle (le cabinet de Boris Eltsine). Borodine embauche Poutine pour «gérer l'administration ou l'héritage des biens de l'ancien parti communiste : trois millions de mètres carrés de bureaux (l'ensemble des bâtiments officiels de la capitale russe), deux mille datchas, autant d'appartements, de vastes terrains constructibles, des complexes hôteliers et une multitude de propriétés dans soixante-dix-huit pays, les maisons de repos du gouvernement, le parc automobile officiel, la compagnie aérienne de la présidence et des relais de la télévision nationale<sup>8</sup>».

Poutine, qui prend de plus en plus d'ascendant au KGB, se trouve face à deux hommes qui vont déterminer son ascension. Le premier, Boris Berëzovski, est l'un des sept financiers qui en 1996 contrôlaient 50 % de la richesse vive du pays. À lui seul, il résume la face byzantine du business russe. À force de tractations payantes et frauduleuses, il finit avec ses six autres compères à monter des fortunes personnelles représentant des milliards de dollars. Ils forment la classe des nouveaux riches, ceux qu'on appelait les «nouveaux Russes». Pour se protéger, Berëzovski a formé une sorte de milice de quelques milliers d'hommes équipés d'armes volées dans les casernes ou acquises à l'étranger. Leurs membres sont issus des services des anciens organes de sécurité du régime soviétique : KGB, GRU, OMON (troupes du ministère de l'Intérieur). À cette époque, Poutine dirige les services secrets et est persuadé que la collusion entre ordre privé et ordre public est inévitable.

---

7 - *Ibid.*, emplacement 604.

8 - *Ibid.*, emplacement 887.

En 1998, alors que la Russie est au bord de la faillite et qu'Eltsine cherche un homme fort et sûr pour relever le pays, un économiste, Gregori Yavlinski, présente Evgueni Primakov, l'un des derniers grands diplomates de l'ère de Gorbatchev, ancien chef de l'ex KGB et ministre des Affaires étrangères. Primakov s'attèle à «découvrir» les pots de vin considérables qu'a versés la société Mabetex en vue d'obtenir le contrat des grands chantiers immobiliers pour la rénovation du Kremlin et la construction de luxueuses maisons pour les officiels russes. Mabetex n'est pas la seule. La pratique est courante ; la corruption est partout.

---

**Poutine, qui dirige les services secrets, est persuadé que la collusion entre ordre privé et ordre publique est inévitable.**

---

Il fallait employer les grands moyens, et la tâche fut confiée à un «jeune chef du service», Poutine. Mais la corruption à laquelle s'attaqua Primakov était celle des boyards eux-mêmes, les membres de la «famille» du parti, les serviteurs d'Eltsine. Berëzovski en était très conscient : «Si nous perdons le pouvoir, nous sommes morts. Il n'y aura pas d'amnistie, il n'y aura pas d'alternance». Sous l'influence de Berëzovski, on démissionna Primakov, et un nom fut mis en avant : Vladimir Poutine, le chef des services secrets d'Eltsine qui a déjà des relations difficiles avec Primakov.

En 1999, Vladimir Poutine devient Premier ministre et se détermine à protéger Eltsine. Il a tous les moyens pour influencer les gouverneurs des régions et les dirigeants des grandes entreprises... Le chemin présidentiel s'ouvre devant lui. Il faut cependant le soutien de l'électorat. La situation en Tchétchénie lui en donne le moyen sur un plat d'or. Le 23 septembre 1999, la Russie lance une nouvelle guerre contre les indépendantistes tchétchènes, avec l'appui de l'opinion publique russe mise en condition par une vague d'attentats sanglants à Moscou et dans ses provinces. Elle vient de Tchétchénie et est durement réprimée une seconde fois par Poutine qui devient intouchable. Son habileté à exploiter la vague nationaliste renforcée par son alliance avec l'armée et la manipulation des médias, en fait, aux yeux du peuple, un nouveau Pierre le Grand. Il symbolise la grandeur de la Russie.

Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine annonce sa démission et désigne Poutine comme son successeur. Trois mois plus tard, en mars 2000, le candidat est élu chef de l'État russe au premier tour de scrutin, sans même présenter de programme d'action, notamment en matière économique<sup>9</sup>.

Ses amis, tels Berëzovski<sup>10</sup>, se croient à l'abri. Il n'en est rien. Le premier acte de Poutine consiste à le liquider, parce qu'il en sait trop. Poutine n'hésite pas à utiliser à son profit tout le potentiel de l'ex KGB. Il n'hésite pas à mettre à son service tous les anciens oligarques qui peuvent continuer à augmenter leur fortune et à générer d'autres hommes d'affaires comme eux. Poutine les tient dans sa main comme on

---

**Poutine n'hésite pas à mettre à son service tous les anciens oligarques qui peuvent continuer à augmenter leur fortune.**

---

---

9 - *Ibid.*, emplacement 1431.

10 - Boris Berëzovski et Vladimir Goussinski, dont les empires rapidement constitués englobent des médias, font partie des cibles immédiates : le premier, qui se targuait d'avoir «fait» l'élection du nouveau président russe, doit s'exiler dès 2001 à Londres, où il sera retrouvé mort par pendaison dans sa salle de bains (cf. *Le Monde*, 10 mars 2022).

tient le nerf de la guerre. Il leur permet d'être immensément riches, quels que soient les moyens de s'y prendre. Il est d'ailleurs l'un des leurs, sa fortune personnelle s'élevant à plus de vingt milliards de dollars (et peut-être beaucoup plus<sup>11</sup>).

Cependant, la guerre lancée contre la Tchétchénie a permis à Poutine de gagner les premières élections, puis de garder le pouvoir. Car la guerre dans ce pays proche de la Turquie, de la Géorgie, de l'Arménie, dans le Caucase, près de la mer Caspienne qui marque la limite entre l'Europe et l'Asie, peut se prêter à toutes les phobies d'intervention des peuples étrangers désireux de s'installer dans ces régions peu peuplées. La méthode est de manipuler la peur !

## **Quel but Vladimir Poutine poursuit-il ?**

Poutine est né dans un pays qui commençait à répudier l'héritage stalinien. Mais l'héritage stalinien n'est pas la Russie. La Russie est un immense pays, qui s'étend de l'Europe à l'Asie. Il se nommerait plus justement «Eurasie». Ivan le Terrible en fut le premier tsar, et le régime impérial se poursuivit jusqu'à Nicolas II, le dernier empereur. Vint ensuite Lénine, qui fit de ce pays le réalisateur du grand rêve hégélien : un État unique, dans lequel toute contradiction a disparu et qui révèle à l'être humain la profondeur d'un rêve.

Il n'est pas surprenant que le rêve léniniste soit né en Russie. Il n'est pas étonnant que Vladimir Poutine, qui avait vu l'empire s'étendre sur quinze pays bordant ses frontières, ait la nostalgie de reconstituer non pas le régime du communisme soviétique, mais la Grande Russie, celle du lointain pays de Pierre le Grand purifié des trahisons de Joseph Staline, mais pénétré des exigences hégéliennes de l'État parfait. Pour Poutine, tout groupe humain qui veut s'organiser en pays autonome, s'il est de la famille lointaine des Slaves, doit appartenir à la Rus ! En ce sens, il ne veut pas reconstruire la domination soviétique, mais construire l'unité d'une nation, dont Saint-Pétersbourg est naturellement le centre. Et ainsi, le peuple de la Russie le reconnut comme son chef naturel et personne ne s'y opposa !

Personne, sauf l'Ukraine à l'Ouest et la Géorgie à l'Est.

## **La résistance de l'Ukraine**

En 1990, l'Ukraine met le cap sur l'autonomie totale. Un an plus tard, le parlement ukrainien proclame l'indépendance, le 24 août 1991. Un vote, qui totalise 90 % de la population, appuie cette proclamation. On élit en même temps l'ancien président du soviet suprême, Léonid Kravtchouk ! Bien que membre du parti communiste et ancien membre du gouvernement soviétique, il manifeste une tendance «pro-souveraine», ce qui peut passer !

Mais, ce n'est pas tout d'être libre et indépendant ; il faut quand même vivre, et l'Ukraine, comme toutes les Républiques de la CEI, se trouve dans une situation économique extrêmement difficile. Aussi, aux élections suivantes, Léonid Kravtchouk est battu, et son premier ministre Leonid Koutchma, soutenu par le puissant lobby industriel de Zaporojie – un oligarque puissant – l'emporte. Son mandat est renouvelé en 1999, mais non sans difficulté. La situation économique est toujours difficile, les affaires de corruption de plus en plus visibles, les atteintes à la liberté de la

---

11 - La liste des biens attribués par la presse au président russe se composerait de vingt palais ou villas, de quinze hélicoptères et d'une flotte d'avions, de quatre yachts d'une valeur de 100 millions de dollars, dont l'un, l'*Olympiade 3*, est doté de cinq ponts. Sans compter sept cents automobiles et une collection de montres de luxe, dont un modèle à 390 000 euros de la firme allemande Lange & Söhne, baptisé «Pour le mérite».

presse allant jusqu'au meurtre du journaliste Gueorgui Gongadze se répandent dans l'opinion publique et accroissent la contestation populaire<sup>12</sup>. En novembre 2004, une protestation nommée «Révolution orange» se déclenche.

En décembre 2004, Victor Koutchma quitte la présidence après dix années de pouvoir inefficace. Le peuple doit choisir entre Victor Ianoukovitch, un communiste soutenu par les Russes (Poutine est Président du gouvernement) et Victor Ioutchenko (soutenu par les Américains (George Bush est Président)). Ioutchenko crée le parti politique Notre Ukraine en 2002. En 2004, il est victime d'une tentative d'empoisonnement<sup>13</sup>, dont il finit par se sortir, mais cela laisse des traces. Il y a des rassemblements violents sur la place de l'Indépendance<sup>14</sup> (Maïdan), rassemblements impressionnants avec tous ces Ukrainiens vêtus d'orange<sup>15</sup> ! Si les sociétés privées de riches Américains ont aidé la Révolution orange, il ne faut pas penser que la Russie de Poutine n'a pas utilisé de fortes pressions pour empêcher un rapprochement de l'Ukraine avec l'Occident. Elle continue, non avec de l'argent, mais avec des bombardements qui sont horribles et inhumains ! D'ailleurs la population ukrainienne, à cette époque est fortement divisée entre pro-Occidentaux et pro-Russes. Des sondages bien faits ont montré que les Ukrainiens étaient alors majoritairement favorables à une intégration à l'Europe pour des raisons économiques évidentes, mais qu'ils restaient plutôt indifférents à une adhésion à l'OTAN. Cela a peut-être changé, à l'heure actuelle.

Pour la majorité des Ukrainiens comme pour les observateurs internationaux, l'arrivée au pouvoir de Ioutchenko symbolisait un nouveau départ pour l'Ukraine. Viktor Iouchtchenko prônait notamment l'importance d'une meilleure démocratie et d'un rapprochement avec l'Union européenne, rompant avec le régime «post-communiste» du Président Leonid Koutchma (1994-2005), caractérisé par le manque de libéralisme, la censure de la presse, la partialité de la justice, la collusion entre la sphère politique et la sphère économique, et des soupçons d'intimidation<sup>16</sup>. Ces divisions et la continuation du marasme économique entraînèrent de fortes critiques contre le gouvernement de Ioutchenko, si bien qu'aux législatives de 2006, le 3 août le fondateur du *Parti des régions*, Victor Ianoukovitch remporta le vote, ce qui conduisit son chef au poste de Premier ministre. Un conflit s'ensuivit

---

Des sondages bien faits ont montré que les Ukrainiens étaient majoritairement favorables à une intégration à l'Europe.

---

12 - Cf. Francis Moncaubeig, *L'Ukraine de l'Antiquité à 2015*, éditions Sutton, 2019.

13 - Ce ne fut pas le seul sous le gouvernement de Poutine qui, comme ancien chef du KGB, avait pris appris cette tactique.

14 - Le mot «Maïdan» en ukrainien signifie «place». Donc, quand on parle de la place Maïdan, on dit en fait «place de la Place».

15 - Ces organisations seraient elles-mêmes alimentées par des organisations occidentales, telles le Konrad Adenauer Institut, proche de la CDU, l'Open Society Institute de George Soros, le National Democratic Institute for International Affairs, proche du parti démocrate américain et la Freedom House, proche du gouvernement américain. Selon le journal britannique *The Guardian*, le gouvernement des États-Unis a dépensé 14 millions de dollars pour organiser la Révolution orange, et plusieurs autres organisations américaines, notamment le parti démocrate et le parti républicain, y ont contribué. L'origine de ces fonds a été pointée du doigt par l'ex-pouvoir ukrainien, le gouvernement russe ainsi que par des groupes occidentaux d'extrême gauche, qui ont accusé le gouvernement américain d'avoir organisé une manipulation de la population ukrainienne pour étendre leur zone d'influence. Le milliardaire israélo-russe Boris Abramovitch Berézovski a affirmé qu'il n'envoyait pas d'argent aux partis (ce que la loi ukrainienne interdit) mais «à des mouvements pro-démocratie». Il affirme avoir transmis l'argent sur les comptes de proches du président Victor Iouchtchenko qui, quant à eux, ont nié ce financement.

16 - Wikipedia, La Révolution Orange, consulté, le 18 mars 2022.

pendant des mois, si bien que, le 2 avril 2007, le président Ioutchenko proclama la dissolution de la Rada (le parlement monocaméral de l'Ukraine).

Entre-temps, une pionnière s'était levée, Ioulia Timochenko, qui, sans être «pro russe», se prit d'inimitié pour le président Ioutchenko. Elle fut Premier ministre de janvier à septembre 2005, puis de décembre 2007 à mars 2010. Ces tensions amenèrent en 2010 la victoire de Viktor Ianoukovitch. Le scrutin se déroula paisiblement. Mais, le 2 octobre 2010, la réforme constitutionnelle de 2004 fut modifiée pour renforcer le pouvoir présidentiel. Le 31 décembre, Viktor Ianoukovitch démissionna de son poste de Premier ministre, sans toutefois reconnaître sa défaite. Il annonça qu'il utiliserait tous les moyens légaux pour faire invalider ce second tour. Le 20 janvier 2005, la Cour suprême ukrainienne rejeta la plainte de Viktor Ianoukovitch et annonça que cette décision était sans appel. De ce fait, Viktor Ioutchenko fut déclaré vainqueur de l'élection présidentielle. C'était l'un des buts de la Révolution orange.

Cependant, l'élection présidentielle de 2010 fut remportée par Viktor Ianoukovitch dans des conditions reconnues comme régulières par l'OSCE<sup>17</sup>. L'opposition libérale ne cessa de s'affaiblir. Ioulia Timochenko fut condamnée à sept ans de prison en 2011, et «Notre Ukraine» le parti de Viktor Ioutchenko, s'autodissolut en 2013. En 2015, l'Ukraine se dota d'un nouveau président, Petro Porochenko.

## **Euromaïdan**

Cette manifestation «pro-européenne» sur la place de l'Indépendance Maïdan débuta le 22 février 2014. Elle fut marquée par de grandes violences entre le 30 novembre et le 8 décembre 2013 : 205 000 à 500 000 manifestants envahirent la place de l'Indépendance à Kiev<sup>18</sup>. Elle débuta après que Viktor Ianoukovitch annonça, le 21 novembre 2013, qu'il ne signerait pas l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne. Manifestement, il s'agissait d'une résistance à une politique pro-russe que les Ukrainiens ne voulaient pas entériner, même si la situation économique était critique, le pays approchant d'un défaut de paiement. Le 18 décembre, Vladimir Poutine annonça la levée des barrières douanières entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que son intention de baisser le prix de son gaz et d'offrir au gouvernement ukrainien un prêt de quinze milliards de dollars. Lors des négociations entre l'UE et l'Ukraine, le Premier ministre ukrainien Mykola Ianovytsch Azarov avait demandé à l'UE un prêt de vingt milliards d'euros, qui lui fut refusé. Le 21 novembre, Viktor Ianoukovitch refusa de signer l'accord avec l'UE ; le prétexte était évident et la provocation de même.

Dans la nuit du 20 au 30 novembre, environ 10 000 manifestants sont délogés de Maïdan par la police anti-émeute, alors que le Parti communiste d'Ukraine et le Bloc russe ont fait part de leur soutien au gouvernement. Cette évacuation entraîne plusieurs blessés, un appel à la grève générale, de nouveaux rassemblements, l'occupation de la mairie de Kiev, ainsi que le limogeage de plusieurs personnalités, dont le maire de Kiev. Plus de 100 000 personnes réclament le départ de Viktor Ianoukovitch. Dans la nuit du 8 décembre, des manifestants abattent la statue de Lénine. Le nombre de manifestants s'élève à 1 million. Une contremanifestation pro-Ianoukovitch ne mobilise que 1 500 personnes. Plusieurs prêtres de l'Église orthodoxe d'Ukraine se joignent aux manifestants. Le

---

17 - Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

18 - Wikipédia, Euromaïdan, consulté le 18 mars 2022.

gouvernement de Ianoukovitch durcit les oppositions, allant jusqu'à menacer de prison toute personnes attaquant les édifices publics. Le 22 janvier, on découvre les corps de deux premières victimes, Sergei Nigoyan, tué par balles, et Yuri Verbitsky, battu à mort.

Les villes de province entrent dans les manifestations : Lviv, Ternopil, Rivne. Ianoukovitch promet un remaniement ministériel ; sa proposition ne produit aucun effet. Le 28 janvier, le Premier ministre Mykola Ianovytsch Azarov démissionne. Le 18 février, à l'issue d'affrontements très violents, les autorités, affirmant que ces violences doivent cesser, donnent un ultimatum de 18 heures. Le 19 février à 3h, les forces de l'ordre tentent de reprendre Maïdan après que des manifestants se sont dirigés vers le parlement. Six policiers sont tués à Kiev ; des assaillants prennent les bâtiments de l'administration à Lviv. Le 19 février, 25 morts sont dénombrés. Le 20 février, le gouvernement autorise les forces policières à tirer sur les manifestants avec des balles réelles. Au 22 février, on compte 82 morts et 622 blessés. L'armée refuse d'être impliquée dans ce conflit, le chef adjoint de l'état-major Iouri Doumansky donne sa démission.

Le 21 février dans l'après-midi, après deux journées entre le président, les chefs de l'opposition, les ministres des Affaires étrangères allemand, polonais, français et un représentant de Russie, un accord de sortie de crise est signé par toutes les parties, à l'exception du représentant russe. Peu après, Ianoukovitch annonce des élections anticipées, un retour à la Constitution de 2004, ainsi qu'une loi abolissant l'article du Code pénal au titre duquel a été condamnée Ioulia Timochenko. Mais, malgré la signature de l'accord, les manifestant continuent à défiler dans les rues et les défections se multiplient dans les rangs présidentiels. Les gouvernements des principales villes se retirent de leurs offices et se joignent aux protestataires. Le 22 février, Ioulia Timochenko, qui vient d'être libérée, s'adresse à la foule qui, assemblée sur Maïdan. Elle les salue comme «les héros de l'Ukraine». L'Ukraine renie son «passé» : non, elle n'est pas une colonie russe, elle est un pays libre et indépendant !

Cette partie de l'Ukraine et ses manifestations rencontrent une opposition virulente et farouche, celle du Donbass, qui refuse tout rapprochement avec l'Union européenne. Ce sont dans cette partie les villes industrielles, les grands ports et les milieux économiques qui s'inquiètent. Ils ont peur que le FMI vienne soutenir la révolte de Maïdan. Parmi ces industriels, plusieurs sont des oligarques. Le 24 novembre, 2 000 personnes font une protestation à Kiev pour la fin des négociations avec l'Europe, et les communistes se regroupent auprès des statues de Lénine pour éviter les déboulonnage – bien que près de 600 aient déjà subi ce sort. Des mouvements anti Maïdan sont fréquents à Sébastopol.

Le 24 mars 2014, la République autonome de Crimée est de facto détachée de Kiev et, après un referendum tenu le 16 mars, la Russie et la République de Crimée signent un traité entérinant le rattachement de la République à la Fédération de Russie.

Le 7 août 2014, les manifestations cessent.

## **Post Maïdan**

Le 26 novembre, le Premier ministre ukrainien reconnaît que son pays a été «dissuadé» par la Russie de signer l'accord avec l'UE. Le 4 décembre, trois anciens présidents ukrainiens, Leonid Kravtchouk, Leonid Koutchma et Victor Iouchtchenko expriment dans un communiqué commun, leur «solidarité avec les actions civiles et pacifiques des manifestants».



Le 29 novembre, Vladimir Poutine accuse l'UE d'être derrière les manifestants pro-européens et parle de «pogrom» (mot russe qui signifie «émeute»). Le Canada condamne sans équivoque les violences.

Le 5 décembre, la secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires étrangères et asiatiques, Victoria Noland appelle le «gouvernement ukrainien à écouter la voix de son peuple».

Le 24 janvier 2014, le président français, François Hollande déclaré : «Comme je l'ai toujours dit au sommet de novembre à Vilnius, l'Union européenne demeure ouverte à la signature d'un accord d'association avec l'Ukraine».

## **Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky**

Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky est président de l'Ukraine depuis le 20 mai 2019. À partir de 2015, il est l'acteur principal de *Serviteur du peuple*, une émission télévisée humoristique diffusée sur la chaîne 1+1, dans laquelle il incarne un professeur de lycée. Ce rôle lui permet d'acquérir une importante notoriété dans son pays. Sans aucune expérience politique, il lance un parti homonyme à sa série, puis se présente à l'élection présidentielle de 2019. Après une campagne atypique et minimaliste, lors de laquelle il prend pour cible la corruption des élites et entretient la confusion avec son rôle dans *Serviteur du peuple*, il l'emporte face au chef de l'État sortant, Petro Porochenko, avec 73,2 % des voix au second tour.

À 41 ans, il devient le plus jeune président de l'histoire de l'Ukraine. Il provoque aussitôt des élections législatives anticipées, à l'issue desquelles son parti détient la majorité absolue des sièges à la Rada.

Zelensky n'a pas toujours fait la guerre de feu qu'il est en train de soutenir depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février dernier. Dès son accession au pouvoir en 2019 et assuré de sa majorité, il a fait la guerre aux oligarques qui sont nombreux en Ukraine, le dernier étant le président Petro Porochenko. Mais ces oligarques sont installés partout. Ils peuplent les institutions judiciaires les plus élevées. Il a promis de libérer son peuple de la corruption, et il aura du travail. Mais peut-être moins

---

Dès son accession au pouvoir en 2019 et assuré de sa majorité, Zelensky a fait la guerre aux oligarques qui sont nombreux en Ukraine.

---

qu'il ne le pense. Car, malgré son travail, malgré ses erreurs dans la nomination de certains postes au gouvernement, il maintient haut le combat héroïque dans lequel il s'est engagé. Le 27 février il déclarait : «Il ne s'agit pas seulement d'une invasion de l'Ukraine par la Russie. C'est le commencement d'une guerre contre l'Europe, contre les structures européennes, contre la démocratie, contre les droits fondamentaux de l'homme, contre le respect mondial de la loi, des règles et de la coexistence pacifique».

Que dire de plus ? Il a raison !

Face à lui, il y a Vladimir Poutine, homme de gouvernement depuis son adolescence, jouant les caïds quand il était encore enfant. Il continue à le faire. Pétri par le marxisme léninisme, engagé par son choix idéologique dans la police du KGB, il continue à traquer l'ennemi, l'Occident, l'Occident chrétien – malgré ses nombreuses infidélités – dans sa véritable structure et toutes les valeurs dont il

ne peut s'empêcher d'être le témoin. Il détruit tout ce qui est sur sa route, les hôpitaux, les maisons, les familles, les enfants. Ce n'est pas un nouveau Staline, c'est un nouvel Attila. On lui a appris à mentir, et il ment ! À tromper, et il trompe et fabule ! Il manie la peur comme arme offensive. Il ira jusqu'où il veut aller... du moins le pense-t-il !

Une femme s'est, un jour, dressée contre Attila et l'a fait reculer. Seule une autre Femme pourra le vaincre ! Prions-la.

Aline Lizotte

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)